



Déclaration des syndicats FERC Sup CGT des universités de Grenoble et de Savoie

Université Grenoble Alpes :

Oui à une coopération renforcée pour un meilleur service public

Non à une fusion-concentration technocratique

Les syndicats FERC Sup CGT des universités de Grenoble et de Savoie se sont réunis pour analyser le « nouveau » projet d'une Université Grenoble Alpes, annoncé par nos présidents le 2 juillet dernier.¹ Au vu des éléments en notre possession (déclaration des membres fondateurs, présentation dans nos établissements, articles de presse...etc.), nous constatons un manque de clarté dans les intentions, le discours n'étant pas le même d'un établissement à l'autre.

Quels changements dans ce qu'on nous propose aujourd'hui ?

A regarder de près nous constatons qu'il y a effectivement un changement de méthode, le passage en force semble avoir été remis. Et nous ne pouvons que nous féliciter de la volonté renouvelée de coopération entre les acteurs universitaires du site, après plusieurs années de querelles stériles. De plus, la démarche élitiste du projet avorté d'IDEX consistant à concentrer massivement les moyens sur les « axes d'excellence » ne semble plus d'actualité.

Toutefois, sous couvert d'amélioration de la visibilité internationale, la réduction des coûts par la mutualisation de fonctions et de moyens reste l'un des principaux objectifs du projet.

- **La signature unique :**

Ce serait la première réalisation concrète du projet, l'objectif affiché étant de la mettre en place avant la fin 212. Concrètement, les publications scientifiques des enseignants-chercheurs seraient toutes signées sous le nom « Université Grenoble-Alpes », quel que soit leur établissement de rattachement. Cette évolution semble tout à fait logique concernant le site grenoblois, étant donné la très forte imbrication des structures de recherche.

En revanche, il n'en est pas de même pour les enseignants-chercheurs de l'Université de Savoie qui considèrent cette signature unique comme la première étape visible du démantèlement de leur établissement. Elle entraînera en effet une perte d'identité et de reconnaissance pour cette université dont nous continuons de revendiquer le maintien comme université pluridisciplinaire et de plein exercice.

- **L'université Grenoble-Alpes :**

Tel que ce projet nous est présenté, il s'agirait d'une structure commune, et non unique, au sein de laquelle chaque établissement garderait sa personnalité juridique et son identité, tout en mettant en commun et en mutualisant.

Depuis de nombreuses années, la coopération interuniversitaire à Grenoble a permis de belles réussites (aménagement du campus, installations sportives, bibliothèques...etc.).

Le fonctionnement de l'Université Grenoble-Alpes se ferait lui sur le principe de subsidiarité². Ce nouveau mode de fonctionnement permettra-t-il de continuer dans cette voie, d'améliorer le service public? Rien n'est moins sûr. Comment assurer par exemple un service de proximité, adapté à chaque établissement, si les relations internationales sont transférées à l'échelon central, et qui décidera de la répartition des moyens ?

¹ http://www.grenoble-univ.fr/jsp/fiche_actualite.jsp?CODE=1341214672845&LANGUE=0

² Ce principe consiste à réserver uniquement à l'échelon supérieur, ce que l'échelon inférieur ne peut effectuer de manière efficace

Quelle seraient les missions transférées à l'échelon supérieur? Quel statut, quelles conditions de travail pour les personnels concernés? Quelles conséquences sur l'emploi? Et surtout, quel contrôle démocratique pour cette structure? La tendance de ces dernières années a malheureusement consisté, sous prétexte d'efficacité à privilégier des structures technocratiques et antidémocratiques, comme le PRES...

Par ailleurs, la réalité du terrain dans la période récente nous amène à prendre cette volonté affichée de coopération avec beaucoup de prudence: fermeture du CUEFA faute d'entente entre les universités, grosses difficultés financières du SIUAPS du fait du désengagement amorcé par certains établissements, installation de l'IEP à Annecy en concurrence avec des formations de l'Université de Savoie...etc.

Pour mettre en œuvre ce projet 5 groupes de travail³ sont envisagés avec réunion de lancement opérationnel en septembre et débat entre les membres des CA des établissements fondateurs le 22 octobre.

Il y a une volonté affichée d'un large débat avec les personnels. La composition des groupes de travail annoncée au CA de l'université de Savoie nous semble pourtant en contradiction avec cet objectif puisque seuls les Vice-présidents et quelques chargés de mission y participeraient...

Dans une interview à Educpros⁴, Farid Ouabdesselam, président du PRES, dit: « Cette Université sera peut-être une fusion, peut-être une fédération d'établissements... ».

A ce sujet la Fercsup CGT a déjà annoncé sa position, en particulier lors des élections des trois conseils de nos différents établissements.

En effet, nous connaissons l'impact des fusions d'universités en termes de dégradation du service rendu aux étudiants, de l'offre de formation et des conditions de travail des personnels administratifs, techniques et enseignants.

De grosses structures où les lieux de décision s'éloignent de plus en plus des personnels et des étudiants, tel est déjà le cas à Marseille et Strasbourg !

Nous ne souhaitons pas la mise en place d'une université unique qui s'inscrirait dans le cadre de la RGPP -Révision Générale des Politiques Publiques : regrouper et économiser des moyens...dans un contexte global qui ne semble pas vraiment remis en cause par le gouvernement de concurrence généralisée entre les chercheurs, les équipes, les universités et les territoires eux-mêmes.

Nous avons déjà fait l'expérience difficile de mutualisation dans le contexte de manque de moyens humains et financiers dans nos établissements respectifs : regroupement des écoles de Grenoble INP, refondation de l'UJF, regroupement des UFR à Stendhal, ...

Pour autant, au vu de l'imbrication des formations grenobloises et de nos activités de recherche dans nos laboratoires, les syndicats FERC Sup CGT considèrent qu'une coopération renforcée et un

³ Les cinq groupes de travail, dont deux « groupes ressources » spécifiques :

Pour chaque groupe, un VP et un autre représentant par établissement (VP, CM...).

- *Organisation générale (gouvernance, fonction support et soutien)* : les VP CA de chaque établissement
- *Recherche et partenariat avec les organismes* : les VP CS de chaque établissement
- *Formation, vie étudiante, culture (cartographie, pluridisciplinarité, passerelles)* : les VP CEVU de chaque établissement
- « Ressources humaines » : état des lieux des aspects réglementaires et des pratiques pour l'ensemble du domaine (VP « RH »)
- « Etudes et état des lieux » : collecte, mise en forme, mise à disposition des données transverses nécessaires à l'ensemble du projet (VP « Inter-U ou E »)

⁴ <http://www.educpros.fr/detail-article/h/d23e45eec7/a/farid-ouabdesselam-pres-universite-de-grenoble-le-renouvellement-des-presidents-d-universit.html>

développement des missions inter U sont nécessaires mais que ceux-ci doivent être mutuellement avantageux.

Nous défendons les exigences des personnels en matière de conditions de travail et de reconnaissance des qualifications. Nous défendons également la titularisation des contractuels et exigerons une prise en compte de l'ancienneté des contractuels au sein du même ministère.

C'est pourquoi, les représentants des personnels FERC Sup CGT seront présents dans les groupes de travail pour défendre un véritable service public d'enseignement supérieur et de recherche, pour défendre une offre de formation diversifiée et de qualité sur tous les territoires et une coopération scientifique avancée dans nos laboratoires.

Nous vous invitons à être vigilants et prêts à vous mobiliser pour un service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche de qualité dans les territoires.

Syndicat FERC Sup CGT UJF et INP

Syndicat FERC Sup CGT UPMF STENDHAL et IEP

Syndicat FERC Sup CGT Université de Savoie